

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Seyssinet-Pariset

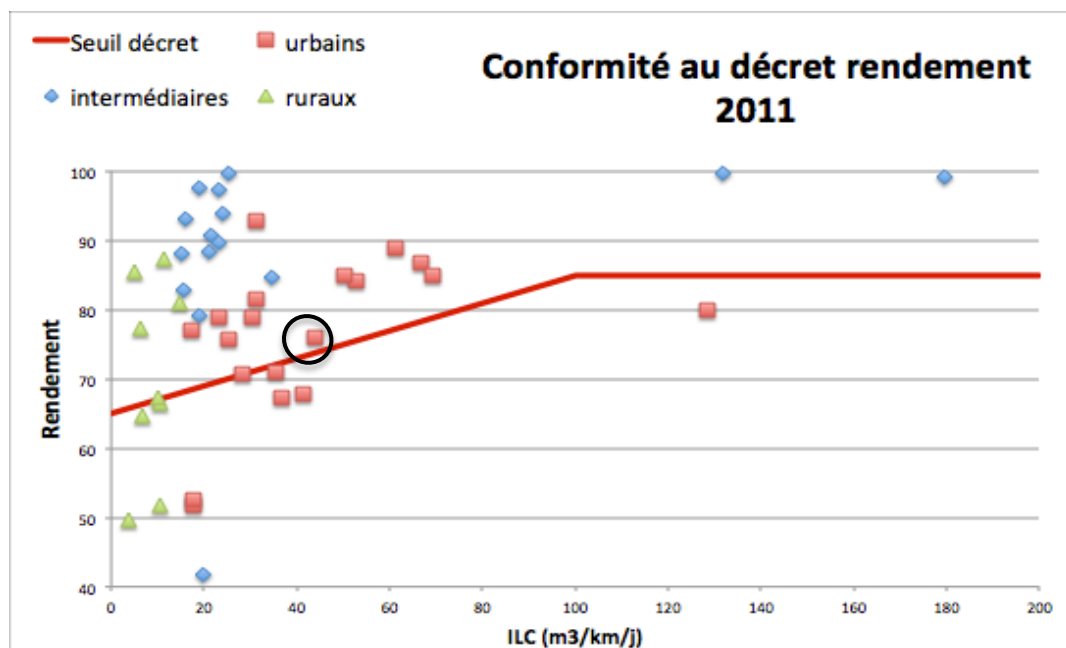
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 5 372 ILC : 44,1 m ³ /km/j Habitants : 12 464 Densité habitants* : 372 hab/km Mode de gestion : <i>régie directe</i> Branchements : 5 578 Date de règlement de service : Volume entrant : 709 Mm ³ 2004 Volume facturé : 539 Mm ³ Linéaire de réseau : 33,5 km Installation de traitement : <i>oui</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 1 captage, 2 maillages, 3 réservoirs Nombre total de compteurs : 5 550 Pourcentage de compteurs +12 ans : 45 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 1,4 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,84% Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement * : 76,1 % Indice Linéaire de Pertes * : 13,9 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 30/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 73,8% Rendement 2011 : 76,1% rendement lissé sur 3 ans* : 80,7% <i>Graphique de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 10 Evaluation du coût de remplacement* : 18 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>non disponible</i>	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 1 397 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 45 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 7,3 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,27 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : 24,7 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Seyssinet-Pariset est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie urbaine (carré brun). En 2011 son rendement était de 76,1% et dépassait de 2,2 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 79,2%. Le rendement est variable depuis quelques années, avec un pic à 87% en 2010. Il satisfait aux nouvelles exigences réglementaires.

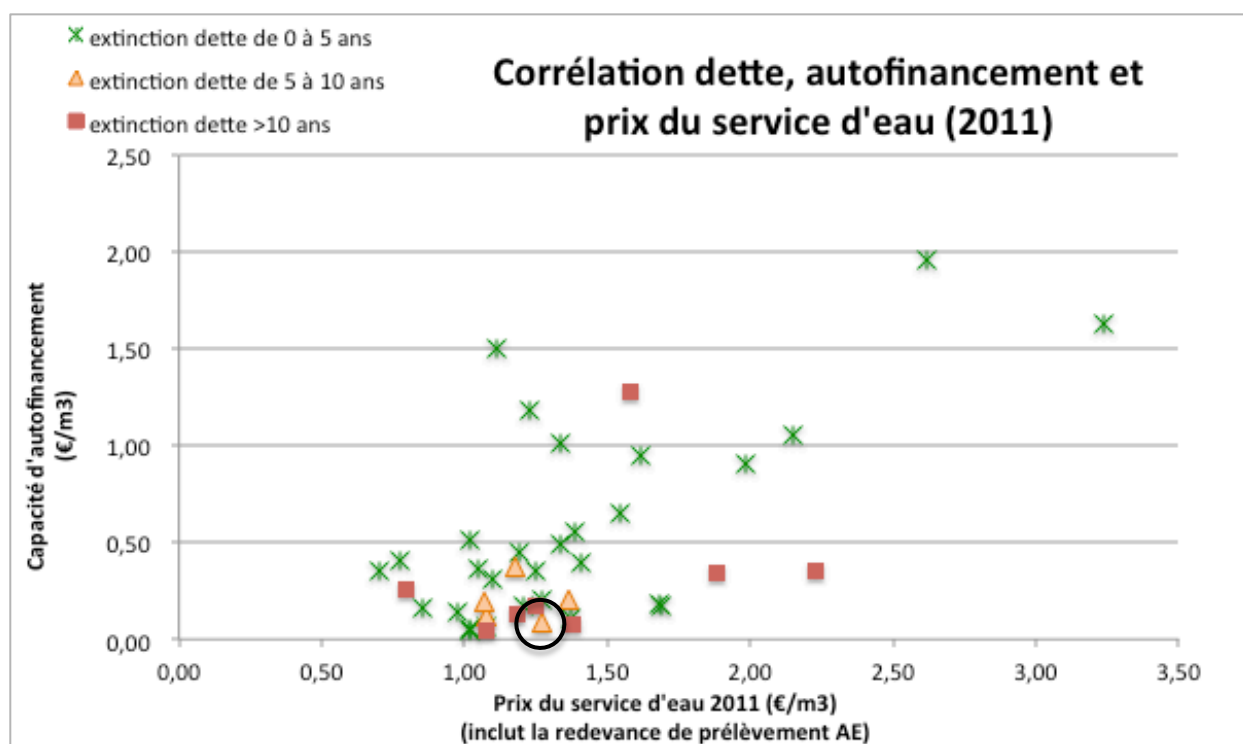
On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Seyssinet est de 13,9 m³/km/j, et varie depuis quelques années (11,8 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Seyssinet présentait donc des fuites relativement importantes. Il conviendra de surveiller cet indicateur afin qu'il n'augmente pas d'avantage.

Avec ce niveau de performance, le service d'eau de Seyssinet peut conjuguer ses efforts de lutte contre les fuites avec d'autres aspects.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. La connaissance du réseau par le service est limitée (30/100). Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

Par ailleurs, le parc de compteur présente des signes de vieillissement avec près d'un compteur sur deux ayant plus de 12 ans. Ce parc présente des risques de sous-comptage, ce qui peut contribuer à diminuer faussement le rendement. On notera enfin que le réseau ne comportait plus que 10 branchements en plomb connus au moment de l'enquête.

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Seyssinet-Pariset est entourée.

Son extinction de dette est de 7,3 ans (entre 5 et 10 ans, losange jaune) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,08 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,27 €/m³.

Cela traduit *a priori* une santé financière qui nécessite de la vigilance.

En effet, le prix pratiqué est légèrement élevé par rapport au territoire mais ne permet de dégager qu'un autofinancement limité de 8 cts/m³ facturés. Cela correspond à 45 k€ en 2011.

Le niveau de dette est assez élevé (1,2M€ en 2011). On pourra corréliser ces emprunts avec les travaux de renouvellement que le service a engagé (1,4 km en 5 ans).

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement rapporté en m³ facturé semble trop limité pour financer des travaux de renouvellement (CAF = 45 k€/an). Pour dégager davantage d'autofinancement, Seyssinet-Pariset dispose d'une courte marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt. Il est déconseillé pour un service d'eau de s'imposer une extinction de dette supérieure à 12 ans.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.